

COMMUNIQUE DE PRESSE

Luxembourg, le 29 avril 2020

VELCAN HOLDINGS : RESULTATS ANNUELS 2019**RESULTAT NET EN FORTE HAUSSE, AMELIORATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
RETARDS ADDITIONNELS ET PROVISION POUR LES PROJETS INDIENS**

CHIFFRES CLES NON AUDITES	2019	2018	Var %
Chiffre d'Affaires net (m€)	2,8	2,6	+10%
EBITDA (m€)	-1,4	-1,6	+15%
Résultat Net (m€)	3.6	0.5	+566%
Capitaux Propres (m€)	121	118	+2%
Trésorerie et actifs financiers (m€)	103	98	+5%
Portefeuille de Concessions	586 MW	586 MW	0%

Velcan Holdings Group a clôturé 2019 avec un résultat net, part du Groupe, de 3,6 millions d'euros contre 0,5 million d'euros en 2018. Cette augmentation résulte essentiellement de gains financiers nets, qui se sont élevés à 8,1 millions d'euros en 2019, principalement en raison de la bonne performance globale des marchés financiers en 2019 et de l'appréciation du dollar (2% par rapport à fin 2018). Ce gain de 8,1 millions d'euros est à comparer à 3,1 millions d'euros en 2018.

Au cours de l'exercice 2019, le groupe VELCAN HOLDINGS a poursuivi le développement de ses concessions hydroélectriques situées en Inde (571 MW), et a exploité sa centrale hydroélectrique Rodeio Bonito (15 MW) au Brésil. Compte tenu des incertitudes du marché indien de l'hydroélectricité et des difficultés rencontrées, une provision supplémentaire de 2,2 million d'euros (15%) a été passée sur les immobilisations incorporelles relatives aux projets indiens pour l'exercice 2019. Cela porte la provision totale à 4,4 millions d'euros (30%), compte tenu de la provision précédente comptabilisée en 2017 (2,2 millions d'euros).

La production de l'usine de Rodeio Bonito est restée stable par rapport à 2018. La génération reste très modérée en raison de niveaux de précipitations toujours inférieurs à la moyenne historique en 2019. A taux de change constants, le chiffre d'affaires a augmenté (+ 13%) grâce à l'augmentation des prix de vente. En Euro, le chiffre d'affaires est en hausse de 10% (2,8 M€ en 2019 contre 2,6 M€ en 2018) avec une stabilisation de la monnaie brésilienne en 2019 (-3%). L'EBITDA est en hausse de 15% (EUR -1,4 m en 2017 contre EUR -1,6 m en 2018).



EXERCICE 2019 – COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LES AFFAIRES

Inde

Le Groupe a poursuivi le développement des concessions hydroélectriques obtenues en 2007 dans l'Etat d'Arunachal Pradesh, en se concentrant sur les principales prochaines étapes de développement du tandem Heo-Tato-1 (426 MW), qui a atteint un stade avancé. Ces étapes sont l'acquisition de terrains, le développement de l'infrastructure de transport, l'amendement des accords de concession, la seconde phase de la licence forestière, et la recherche préliminaire d'un contrat de vente d'électricité (PPA) *bankable*. Les investigations géologiques souterraines ont été relancées sur le site du projet hydroélectrique Pauk.

En 2019, l'acquisition de terrains, conduite par le gouvernement local, a continué de progresser, avec la publication en septembre de la « notification de l'article 11 », qui a marqué l'achèvement de la première phase de la procédure. Il s'agissait d'une étape importante car elle nécessitait le consentement des propriétaires fonciers et acte la décision du gouvernement local d'acquérir les terres requises (totalisant 107,20 ha) à des fins publiques. Cependant, l'enquête foncière sur site et le marquage des limites des terrains, qui constituent l'étape suivante de la procédure (section 19) et sont requis pour établir la liste finale des propriétaires fonciers, étaient prévus entre le 10 février et le 14 mars 2020 et ont été suspendus. Plusieurs propriétaires fonciers ont physiquement empêché l'équipe de l'administration locale de commencer l'enquête et le marquage, faisant valoir l'existence de litiges de propriété foncière et demandant le paiement immédiat de compensations financières.

À la suite de cet incident, l'administration local a suspendu l'enquête foncière jusqu'à nouvel ordre et a constitué un comité spécial composé de représentants du gouvernement, afin de de s'occuper l'enquête foncière. Une première réunion a eu lieu, entre les propriétaires fonciers locaux et le comité, le 24 février 2020. Au cours de cette réunion, l'équipe du Groupe a détaillé tous les avantages financiers, pour la population locale, attachés à la mise en œuvre du projet. Cependant, les propriétaires fonciers ont de nouveau demandé le paiement immédiat d'avantages non liés à des activités sur site et aucun accord n'a pu être trouvé entre le gouvernement et les propriétaires pour relancer la procédure. Une autre réunion était prévue le 24 mars 2020 avec le comité gouvernemental, mais elle a ensuite été annulée en raison de l'épidémie de Covid-19.

Cet incident illustre le problème très sensible, depuis longtemps en suspens, de la propriété foncière dans la zone du projet. Il matérialise les difficultés rencontrées par le gouvernement local pour sécuriser l'accès physique au terrain, nécessaire pour effectuer les travaux du site, souvent entravé malgré des décisions administratives favorables qui sont affaiblies ou rendues inefficaces par le manque d'application de la loi et de maintien l'ordre sur le terrain.

À la date du présent rapport, compte tenu de l'épidémie de Covid-19 et des mesures de confinement adoptées en Inde, les réunions entre le comité gouvernemental et les propriétaires fonciers ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre et la procédure globale n'a pas pu être relancée.

Les travaux de réfection et de renforcement des infrastructures routières, qui seront nécessaires à l'acheminement des équipements de construction, ont progressé lentement en 2019. Aucun progrès n'a été fait par le gouvernement central en ce qui concerne l'accélération du calendrier des travaux, dont les dates d'achèvement sont toujours théoriquement prévues en 2022, mais feront probablement l'objet de retards importants de 2 à 3 ans étant donné que, pour certains tronçons, les études techniques ne sont pas encore terminées.

Le Groupe a poursuivi sa recherche préliminaire d'un PPA (Power Purchase Agreement – Contrat d'achat d'électricité) en 2019. Tous les négociants majeurs en électricité (Power traders) contactés ont refusé d'entreprendre la recherche d'un PPA pour Heo et Tato-1. La raison invoquée est le manque d'appétit du marché et le manque de faisabilité pour les PPA hydroélectriques à long terme. Les conditions commerciales et financières du marché sont restées les mêmes et ne satisfont toujours pas aux exigences de la vente à long terme de l'hydroélectricité, car le marché est resté contraint par l'absence de cadre réglementaire approprié pour la vente de l'hydroélectricité via un PPA *bankable* à long terme, par la concurrence indirecte de l'énergie solaire bon marché et la situation financière dégradée des sociétés de distribution d'électricité (DISCOMS). La stabilité du réseau et les besoins en énergie de pointe¹ sont également devenus des problèmes croissants pour les projets hydroélectriques au fil de l'eau (ROR) tels que les HEP de Heo et Tato-1.

En ce qui concerne la concurrence tarifaire, certaines enchères ont touché un seuil bas de 2,50 Rs par unité en 2019 pour l'énergie solaire (comme en 2018) et 2,82 Rs pour les projets éoliens, alors que la plupart des projets hydroélectriques compétitifs sont souvent beaucoup plus chers, bien que leur durée de vie les rende moins chers sur le long terme. Le tandem de Heo et Tato-1 a un tarif moyen pondéré actualisé estimé à Rs 4,77 INR², qui est compétitif dans le domaine hydroélectrique mais beaucoup plus élevé que l'énergie solaire, bien que ces chiffres ne soient pas totalement comparables si l'on considère la durée de vie des deux sources d'énergie.

¹ L'électricité dite « de pointe » est fournie pendant un pic de consommation électrique, lorsque la consommation d'un réseau électrique est la plus élevée pendant une période définie (habituellement des heures spécifiques en Inde), et doit donc être garantie pour un horaire donné.

² Chiffre indicatif basé sur un exemple de mise en opération (COD) en 2027, sous réserve de la date réelle de mise en service et de l'approbation par la Central Electricity Regulatory Commission des coûts finaux après construction, qui pourraient subir des dépassements de budget. La COD 2027 n'est qu'un exemple de date nécessaire pour calculer l'inflation des coûts puis le coût d'achèvement de l'usine. Il ne s'agit PAS d'une prévision de la COD, que le Groupe n'est pas en mesure de fournir pour les raisons mentionnées dans ce rapport.

Le besoin de stockage d'énergie est une autre tendance qui a émergé récemment. Parce que l'Inde a mis en place beaucoup d'énergie solaire et éolienne ces dernières années, par définition non flexible et sans capacité de stockage, le réseau de transport d'électricité est confronté à des problèmes de stabilité, et l'exigence d'un approvisionnement en électricité garantie n'est pas remplie. La pression augmente pour une production flexible et une électricité de pointe sur tout nouvel approvisionnement en énergie renouvelable³.

Si cette tendance se confirme, un PPA pour le tandem Heo et Tato-1 (projet purement au fil de l'eau sans capacité de stockage / de pointe) séparé du PPA de Pauk HEP (qui fournirait une capacité de pointe à toute la cascade), donc sans production de pointe garantie, pourrait ne présenter aucun intérêt pour les sociétés de distribution. Dans un tel cas, il ne serait plus concevable de lancer Heo et Tato-1 HEP indépendamment de Pauk. Dans ce cas, les 3 projets devraient être mis en œuvre en même temps, ce qui aurait un impact négatif significatif sur le calendrier des projets⁴.

Le gouvernement Indien s'est engagé à inverser ce scénario de marché négatif en publiant le 7 mars 2019 une nouvelle politique hydroélectrique qui comprend principalement des mesures telles qu'une obligation d'achat d'hydroélectricité (HPO) à imposer aux sociétés de distribution ou prévoit de réduire les tarifs de l'hydroélectricité les premières années du PPA pour le rendre plus attractif pour les acheteurs d'électricité. Cependant, après plus d'un an, la réglementation n'est pas entrée en vigueur, car les modalités de mise en œuvre restent à voir. La Société suit de près l'évolution de ce nouveau cadre.

Les dispositions de cette nouvelle politique hydroélectrique, en particulier le HPO envisagé, pourraient entraîner une demande immédiate de production pour des projets au fil de l'eau comme Heo et Tato-1, si les règles d'application sont publiées rapidement et à des conditions favorables, et sous réserve des capacités financières des DISCOMS et des banques.

Si une telle demande n'est pas créée par un HPO réglementaire, Heo et Tato-1 devront attendre que Pauk HEP propose une solution de stockage pour que toute la cascade puisse offrir une électricité de pointe. Le Groupe estime qu'il faudra 6 à 8 ans pour achever le développement de Pauk et encore 5 ans pour le construire, sous réserve que les autres exigences du projet soient remplies, comme un cadre réglementaire approprié pour la vente d'hydroélectricité, une solvabilité rétablie des DISCOMS, un appétit renouvelé pour les PPA hydroélectriques *bankable* à long terme, l'acquisition des terrains terminée, les routes et les lignes de transmission.

³ Voir le récent appel d'offres SECI pour 1,2 GW, remporté par Greenko et Renew Power. Les soumissionnaires devaient soumissionner pour l'énergie solaire mais avec une partie de l'énergie stockée et prévisible. Greenko a placé une offre mixte avec à la fois d'énergie solaire et l'hydroélectricité par pompage.

⁴ Stratégiquement, Pauk HEP a été conçu dès le départ avec un réservoir de stockage diurne capable d'assurer la génération des heures de pointe pour toute la cascade, mais cela a rendu le projet techniquement plus difficile et plus long à développer. De plus, les terres de Pauk HEP font l'objet de plusieurs litiges locaux inter-clans qui rendent l'accès au site plus difficile. En conséquence, le projet Pauk HEP a subi des retards importants.

Il est difficile de prendre en compte les incertitudes liées à ces exigences et aux autres problèmes tels que la demande d'énergie, les problèmes de stabilité du réseau et le marché du stockage d'électricité, car tous ces facteurs échappent au contrôle du Groupe. Dans l'ensemble, Velcan Holdings estime que le gouvernement indien est conscient des avantages à long terme de l'hydroélectricité et de la nécessité d'augmenter sa part dans le mix de production d'énergie d'un si grand marché, comme la Chine et le Brésil par exemple. Cette prise de conscience est illustrée par la politique publiée en mars 2019, même si la réglementation de mise en œuvre n'est pas encore publiée.

Le Groupe continue de voir des perspectives prometteuses à long terme sur le marché indien de l'électricité et dispose de la plupart des liquidités qui seront nécessaires au financement des fonds propres du projet, une fois un PPA *bankable* signé. Toutefois, le Groupe n'est pas en mesure d'estimer le calendrier et l'ampleur des différents retards qui sont ou seront rencontrés.

Compte tenu des incertitudes du marché indien et des retards rencontrés, une provision supplémentaire soit 2,2 million d'euros (15%) a été constituée pour l'exercice 2019 sur la valeur incorporelle des projets indiens. Cela porte la provision totale à 4,4 millions d'euros (30%), compte tenu de la provision précédente comptabilisée en 2017 (2,2 millions d'euros). Les enjeux et facteurs liés aux projets indiens ont été détaillés au chapitre I.4.1 du rapport annuel 2019 disponible sur <http://www.velcan.lu/investors/reports-accounts/>.

Brésil

La production de 49 113 MWh en 2019 (contre 49 987 MWh en 2018, -2%) a de nouveau été modérée en raison de la pluviométrie du bassin versant de Rodeio Bonito toujours bien inférieure à la moyenne historique à long terme. Cela reflète à nouveau les faibles niveaux de précipitations au Brésil en 2019, même s'ils n'ont pas été aussi bas qu'en 2018 dans le reste du pays. Cela s'est traduit par un impact négatif plus faible s'élevant à -0,8 M BRL en 2019 pour Rodeio Bonito (par rapport à -1,5 M BRL en 2018 où les niveaux de précipitations étaient faibles dans tout le Brésil). Traduits en euros, les achats consommés (payés au titre du MRE ou mécanisme d'énergie assuré) ont impacté le résultat opérationnel annuel de 0,2 M € en 2019 contre 0,4 M € en 2018.

L'opération et la maintenance de Rodeio Bonito sont satisfaisantes, avec une disponibilité technique de 99% pour 2018.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 10% lorsqu'il est exprimé en euros et de 13% lorsqu'il est exprimé en BRL en 2019 (2,8 M EUR ou 12,6 M BRL) par rapport à 2018 (2,6 M EUR ou 11,1 M BRL) grâce à l'augmentation des prix de vente de l'électricité.

L'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement) de l'usine s'est élevé à 9,3 millions de BRL contre 7,3 millions de BRL en 2018. Converti en Euros, l'EBITDA a atteint 2,1 millions d'EUR contre 1,7 million en 2018, principalement en raison d'un meilleur chiffre

d'affaires et de paiements inférieurs au titre du MRE. Le Groupe ne développe aucun autre projet au Brésil au 31 décembre 2019.

Actifs financiers

Le Groupe a continué à gérer sa trésorerie pour couvrir les coûts opérationnels et fournir des retours financiers. Le Groupe a investi au fil des années dans une gamme extrêmement diversifiée d'actifs financiers, comprenant principalement des obligations d'entreprises et d'État en devises locales et de réserve, des actions, des produits dérivés, des prêts directs et des investissements en private equity.

En 2019, les principaux investissements du groupe ont été à nouveau principalement des obligations d'entreprises. L'exposition aux obligations d'entreprises et d'État a encore augmenté au cours de 2019 pour atteindre 57,4 millions à la fin de l'année (50,1 millions à la fin de 2018). Le Groupe est principalement exposé aux émetteurs des catégories BBB, BB, B et non notées (telles que définies par Standard & Poor's). Les échéances couvrent une large gamme. La majorité du portefeuille obligataire a une maturité inférieure à 6 ans. Il y en a cependant quelques-uns qui sont de nature perpétuelle. En 2019, le groupe a investi majoritairement dans des obligations en USD, d'émetteurs provenant à la fois de marchés développés et de marchés émergents.

À taux de change constant, la performance des placements obligataires a été impactée par l'obligation de la République d'Argentine. En dehors de cela, ces investissements obligataires ont très bien performé en 2019. Le Groupe a également profité du renforcement du dollar américain. Le Groupe a estimé que les prix de certaines des obligations qu'il détenait à la fin de l'année 2019 étaient élevés et offraient plus de risques à la baisse qu'à la hausse. Ces obligations ont été vendues ou ont expiré sans réinvestissement. Au 31/12/2019, le portefeuille obligataire avait une valeur de 56,6 millions (hors intérêts courus). Le 14 février, le portefeuille obligataire avait été réduit à 42 millions d'euros (hors intérêts courus). Depuis lors, la crise actuelle du marché liée à l'épidémie de covid-19 a sensiblement réduit la valeur de ce portefeuille. Au 14 avril, ces mêmes obligations avaient une valeur de 36,1 millions d'euros à laquelle 0,4 million supplémentaire a été ajouté pour une valeur totale de 36,5 millions d'euros. La baisse est d'environ 14% depuis la mi-février, ce qui est de l'ordre de la baisse du marché pour ces obligations. Le Groupe ne prévoit pas de vendre la plupart de ces obligations à court terme. Grâce aux annonces de la Réserve fédérale américaine, le flux de nouvelles a été plus positif sur la classe d'actifs des obligations à haut rendement récemment. Mais il faut noter qu'il s'agit toujours d'une classe d'actifs peu liquide où les prix sont plus difficiles à déterminer qu'auparavant. Le Groupe s'appuie pour son évaluation sur les informations de ses banques et du système Reuters. Entre autres, la situation actuelle a accru le risque des expositions du Groupe à la République d'Argentine, au Groupe CMA CGM, à Trafigura et à Nord LB.

Au 31/12/2019, le Groupe détient également des investissements privés d'un montant de 2,8 millions d'euros, comprenant des investissements directs (*Private Equity*) et des prêts directs. La plupart des investissements en *Private Equity* et en prêts directs sont investis dans le secteur du transport maritime. Compte tenu de la mauvaise performance récente de ce secteur, ces investissements ont contribué négativement à la performance du Groupe entre 2016 et 2019. Il s'agit notamment d'un prêt senior garanti consenti à un tiers pour financer l'acquisition d'un tanker pétrolier et chimique, sur lequel l'emprunteur a fait défaut en raison de l'arrêt du navire au Nigéria par d'autres créanciers présumés. Le montant principal, majoré de diverses dépenses recouvrables liées au recouvrement du prêt, dus au titre du prêt restructuré est de 5,2 millions de dollars US, sur lequel une dépréciation partielle a été comptabilisée. En raison des litiges, le montant de la dépréciation est gardé confidentiel. Le Groupe suit activement ces investissements.

Au 31/12/2019, le Groupe dispose d'investissements d'une valeur de 6,7 millions d'euros en actions cotées dont 2,4 millions d'euros en *equity shorts* pour couvrir partiellement les avoirs du portefeuille et 0,9 million d'euros en ETF or et actions minières aurifères. Jusqu'à la crise liée à Covid-19, le Groupe estimait que les marchés actions n'apportaient pas de rémunération potentielle suffisante par rapport aux risques liés à leur niveau de prix. Compte tenu des turbulences du marché et des fortes baisses des cours des actions cotées, le Groupe a accru son exposition aux actions cotées en 2020. Au 14 avril 2020, l'exposition générale aux actions était de 21,1 M €. Dont 6,97 millions d'euros d'*equity shorts* pour couvrir partiellement les avoirs du portefeuille. En plus de cela, le Groupe détenait dans sa classe d'actif liée aux matières premières pour 5,4 millions d'euros d'ETF Gold et de titres aurifères. En fonction de l'évolution des marchés boursiers, le Groupe pourra augmenter ou diminuer son exposition aux actions.

Le Groupe a cédé sa position dans des hedge funds, qui était de 7,9 million d'euros 2018. Par ailleurs, en décembre 2019, le Groupe détenait 8,2 million d'euros d'investissements en US T-Bill (à moins de 3 mois). En décembre, les actifs financiers du Groupe étaient principalement exposés au dollar américain.

Enfin, une partie importante de la trésorerie du Groupe a été conservée en trésorerie ou équivalents de trésorerie (équivalent 27,2 million d'euros) à fin 2019. Du fait de l'évolution récente des taux du Trésor américain, 8,3 million d'euros de la trésorerie était placé en bons du Trésor et 19 million d'euros en dépôts à court terme

Evolution prévisible du Groupe :

Après la clôture de cet exercice, le Groupe poursuit les principaux objectifs suivants en priorité pour l'exercice 2020 :

- Poursuivre le développement des projets hydroélectriques indiens dans le but de les construire dans les meilleurs délais. Cependant, le calendrier de mise en œuvre ne

peut être déterminé étant donné les incertitudes actuelles du secteur hydroélectrique indien.

- Continuer la diversification de ses investissements financiers ;

La capacité du Groupe à poursuivre ces objectifs est soumise à l'évolution de la crise actuelle de Covid-19, qui peut affecter à la fois le développement des projets indiens et le portefeuille financier.

EXERCICE 2019 – COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

Compte de résultat (consolidé non audité)

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2,8 millions d'euros (contre 2,6 millions d'euros en 2018, soit une augmentation de 10%), provenant principalement des ventes d'électricité. Le chiffre d'affaires en monnaie locale a augmenté de 13% avec l'inflation des prix de vente de l'électricité. La dépréciation de la monnaie brésilienne par rapport à l'euro est à l'origine d'une baisse de 3%.

Le résultat opérationnel courant s'élève à -4,3 millions d'euros (contre -2,8 millions d'euros en 2018):

- Les paiements par Velcan pour le MRE (*Energy Reallocation Mechanism*) se sont élevés à 0,2 millions d'euros en 2019 contre 0,4 millions d'euros en 2018.
- La dépréciation et l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles de l'usine de Rodeio Bonito s'élevaient à 0,7 million d'euros (0,7 million d'euros en 2018), tandis que la dépréciation des projets incorporels en développement était de 2,2 euros en raison de la provision passée sur les projets indiens en 2019, par rapport à un montant nul en 2018.
- Les charges de personnel s'élèvent à 2,6 M € en 2019 contre 2,9 M € en 2018. Le Groupe employait en moyenne 21 salariés permanents en 2019.
- Les dépenses externes sont stables et s'élèvent à 1,5 M € en 2019, comme en 2018

Le gain financier net du groupe s'est élevé à 8,1 millions d'euros en 2019, principalement en raison de la bonne performance globale des marchés financiers en 2019 et de l'appréciation du dollar américain (2% par rapport à fin 2018) et de son impact sur la trésorerie et les actifs financiers du Groupe. Ce gain de 8,1 millions d'euros se compare à 3,1 millions d'euros en 2018.

En 2018, les autres produits d'exploitation étaient principalement constitués de plus-values de cession d'actifs indonésiens alors que les coûts étaient totalement dépréciés (0,5 M € de

plus-value en 2018). Ce chiffre est nul en 2019 car aucun désinvestissement de projet n'est intervenu.

La charge d'impôt est stable et s'élève à -0,2 millions d'euros en 2019, comme en 2018. Le résultat net, part du Groupe, s'est élevé à 3,6 millions d'euros en 2019, contre 0,5 million d'euros en 2018.

L'EBITDA du Groupe (résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) atteint -1,4 millions d'euros contre -1,6 millions d'euros en 2018.

La légère dépréciation des taux BRL (-1,2%) et INR (monnaie indienne - 0,3%) par rapport à l'euro, à la date de clôture 2019, a eu un impact légèrement négatif sur les autres éléments du résultat global, les principaux investissements du Groupe (corporels et incorporels) ayant été effectués en monnaie locale (-0,1 millions d'euros en 2019 contre -1,7 millions d'euros en 2018). Le résultat global total s'élève à 3,4 millions d'euros en 2019 contre -1,2 millions d'euros en 2018.

Bilan - Actif (consolidé non audité)

Les actifs incorporels nets s'élèvent à 11,9 millions d'euros en 2019 et sont en baisse de 1,7 million d'euros par rapport à 2018, principalement en raison de la provision de 2,2 millions d'euros d'actifs indiens. Les immobilisations corporelles nettes s'élèvent à 8,0 millions en 2019 et diminuent de 0,7 million d'euros entre 2018 et 2019, principalement en raison de la dépréciation de l'usine de Rodeio Bonito (-0,7 million d'euros).

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers sont passés de 98 millions d'euros en 2018 à 103 millions d'euros en 2019 (+ 5%) principalement grâce à la bonne performance du portefeuille financier du Groupe et malgré les programmes de rachat d'actions. Les actifs financiers sont principalement constitués d'obligations cotées en fin d'exercice.

Enfin, l'actif total a augmenté de 2,4% au cours de l'exercice 2019 (en hausse de 2,9 millions d'euros).

Au 31 décembre 2019, le Groupe (Velcan Holdings et ses filiales) détient 146 900 actions propres (2018: 468 862), qui comprennent les actions achetées dans le cadre du troisième programme de rachat (7 050 actions) et 138 850 actions précédemment détenues par Velcan Holdings. Au cours de clôture de clôture de 6,52 euros, ces actions propres ont une valeur de marché de 1,0 million d'euros.

Bilan - Passif (consolidé non audité)

Les provisions non courantes s'élèvent à 0,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 et résultent de litiges liés aux 2 usines de biomasse précédemment détenues par le Groupe (Satyamaharshi SMPCL - 7,5 MW et Rithwik RPPL - 7,5 MW, détenues entre 2006 et 2010). La

provision existante représente la majeure partie des réclamations couvrant également les intérêts et frais judiciaires accumulés.

Les actions propres, comptabilisées directement en capitaux propres du Groupe à leur coût historique, réduisent les capitaux propres nets du Groupe de -1,2 millions d'euros contre -3,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 suite aux programmes de rachat d'actions, aux réductions de capital et à l'utilisation d'actions pour couvrir les paiements fondés sur des actions.

Au 31 décembre 2019, les pertes latentes sur les réserves de conversion, comptabilisées directement en capitaux propres, s'élèvent à -9,6 millions d'euros contre une perte latente de -9,5 millions d'euros au 31 décembre 2018, les devises BRL et INR étant relativement stables par rapport à la devise EUR en 2019.

Avec des capitaux propres consolidés de 121,1 millions d'euros (+ 2,9 millions d'euros par rapport à 2018), le Groupe n'a toujours pas de dette significative au 31 décembre 2019. Les diverses provisions, dettes et passifs d'instruments financiers s'élèvent à 2,4 millions d'euros (vs 2,4 millions d'euros 2018), y compris les provisions non courantes décrites ci-dessus.

Le rapport annuel 2019 complet est disponible :

<http://www.velcan.lu/investors/reports-accounts/>

→ Comptes consolidés condensés non-audités page suivante

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SIMPLIFIES (non audités)

ACTIF (milliers d'euros)	2019	2018
ACTIFS NON COURANTS	22 946	25 872
Immobilisations incorporelles	11 923	13 630
Immobilisations corporelles ⁵	8 023	8 674
Actifs financiers non courants	3 000	3 567
Autres actifs non courants	-	-
ACTIFS COURANTS	100 547	94 776
Actifs financiers courants	72 854	63 839
Trésorerie et équivalent de trésorerie	27 168	30 383
Autres actifs courants	525	554
TOTAL ACTIF	123 493	120 647

PASSIF (en milliers d'Euros)	2019	2018
Capitaux propres (Part du groupe)	121 088	118 213
Intérêts minoritaires	0	8
TOTAL CAPITAUX PROPRES	121 088	118 220
PASSIFS NON COURANTS	1 839	1 844
PASSIFS COURANTS	566	583
Dette Bancaire	-	-
TOTAL PASSIF	123 493	120 647

⁵ Presque intégralement constitué de l'actif Rodeio Bonito.

COMPTE DE RESULTAT (non audité) (en milliers d'Euros)	2019	2018
Chiffre d'affaire	2 846	2 580
Charges opérationnelles	(4 246)	(4 727)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	(2 876)	(696)
Résultat opérationnel courant	(4 277)	(2 843)
Autres éléments du résultat opérationnel	9	514
Résultat opérationnel	(4 268)	(2 329)
Résultat financier	8 108	3 071
(Charge) ou Produit d'impôt	(244)	(203)
Résultat – Part des minoritaires	0	(12)
Résultat – Part du groupe	3 596	552
EBITDA	(1 392)	(1 633)

→ Comptes sociaux audités page suivante

COMPTES SOCIAUX STATUTAIRES SIMPLIFIES AUDITES (Lux GAAP)

Bilan audité

ACTIF (milliers d'euros)	2019	2018
ACTIF IMMOBILISE	150 492	150 734
ACTIF CIRCULANT	6 609	3 255
Créances & comptes de régularisation	117	189
Valeurs Mobilières ⁶	4 916	2 021
Avoirs en banques	1 576	1 045
TOTAL ACTIF	157 101	153 988

PASSIF (en milliers d'Euros)	2019	2018
CAPITAL ET RESERVES	119 527	122 099
PROVISIONS	5	5
PASSIF COURANT	37 569	31 885
Dettes	37 569	31 885
TOTAL PASSIF	157 101	153 988

Compte de résultat audité (en milliers d'Euros)

	2019	2018
Résultat Brut	(859)	544
Corrections de valeur	-	(90)
Produits provenant d'autres valeurs mobilières, d'autres titres et de créances de l'actif immobilisé	537	543
Autres intérêts et autres produits financiers	3	1
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant	1 510	(536)
Intérêts et autres charges financières	(164)	(1 230)
Autres impôts	(5)	(5)
Résultat de l'exercice	1 022	(772)

⁶ Actions propres



* * *

Contact Relations Investisseurs

investor@velcan.lu

A propos de Velcan:

Velcan Holdings est un holding d'investissement basé au Luxembourg et fondé en 2005, opérant en tant que producteur d'électricité indépendant dans des pays émergents et gérant un portefeuille mondial d'actifs financiers.

La société possède et exploite une centrale hydroélectrique de 15 MW au Brésil, qu'elle a développée et construite en 2009. Son principal projet énergétique en cours de développement est une cascade de concessions hydroélectriques située en Inde et totalisant 571 MW.

Les concessions hydroélectriques fournissent de longues périodes de génération de trésorerie mais l'issue de leur développement est incertaine et de nombreuses années sont nécessaires pour amener ces projets à maturité dans les pays émergents: cela requiert des études de terrain dans des endroits reculés, l'obtention des autorisations et permis nécessaires et les acquisitions foncières, dans un environnement politique et réglementaire qui peut être instable ou très ralentissant. En parallèle, Velcan Holdings gère activement sa trésorerie en investissant dans les instruments financiers cotés et des opérations de private equity.

Le siège de Velcan Holdings est à Luxembourg, avec des bureaux administratifs et financiers à Singapour et à Maurice. L'équipe dédiée au développement de la cascade hydroélectrique indienne est basée à New Delhi et sur le site du projet (Arunachal Pradesh).

La société a été lancée il y a plus de 15 ans par son actionnaire de référence, Luxembourg Hydro Power SA, détenu par l'équipe dirigeante de Velcan Holdings.

Velcan Holdings est coté sur le marché Euro MTF au Luxembourg (Ticker VLCN / ISIN FR0010245803).

Velcan Holdings n'a jamais effectué d'offre publique au sens de la directive 2003/71 / CE du Parlement européen et du Conseil.

Avertissement

Le présent communiqué contient des informations prospectives relatives au potentiel des projets en cours et/ou des projets dont le développement a débuté. Ces informations constituent des objectifs rattachés à des projets et ne doivent en aucun cas être interprétées comme des prévisions directes ou indirectes de bénéfice. L'attention du lecteur est également attirée sur le fait que la réalisation de ces objectifs dépend de circonstances futures et qu'elle pourrait être affectée et/ou retardée par des risques, connus ou inconnus, des incertitudes et divers facteurs de toute nature, notamment liés à la conjoncture économique, commerciale ou réglementaire, dont la survenance serait susceptible d'avoir un effet négatif sur l'activité et les performances futures du groupe.

Ce communiqué ne constitue pas une offre au public ni une invitation adressée au public ou à des investisseurs qualifiés dans le cadre d'une quelconque opération de placement. Ce communiqué ne constitue ni une offre de valeurs mobilières ni une sollicitation d'ordre d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux Etats-Unis d'Amérique, ni dans aucun autre pays.

